

Monsieur Jean-Michel BLANQUER  
Ministre de l'Education Nationale  
et de la Jeunesse  
110, rue de Grenelle  
75357 PARIS SP 07

Paris, le 15 mai 2020

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à notre réunion du 25 avril dernier à laquelle vous nous aviez fait l'honneur de participer et conformément à la volonté unanime d'une action commune entre votre ministère et les territoires, nous souhaitons évoquer avec vous quelques sujets constatés lors de cette première semaine de réouverture progressive des écoles ainsi que les enjeux du périscolaire et de l'été à venir.

Constats de réouverture :

De manière globale, nous avons eu un effectif limité d'enfants dans nos écoles. Ceci a permis un accueil dans de bonnes conditions en étant particulièrement attentifs aux élèves, exigeants au plan sanitaire et rassurants pour les familles.

Il est à souligner que, dans certains quartiers ou arrondissements parmi les plus populaires et où quelques écoles n'avaient pu ouvrir, une demande forte a été exprimée de la part des habitants. Cela a conduit les collectivités à rechercher les solutions les mieux adaptées pour permettre des moyens d'hygiène et de propreté complémentaires à ce qui peut être proposé par nos seuls agents.

Au titre des difficultés rencontrées ou de la nécessaire recherche d'optimisation née des enseignements de ces premières journées, il nous semble légitime que certains enseignants puissent, en cas de nécessité, se déplacer dans une classe différente de celle à laquelle ils sont habitués, voire dans une école proche si leur établissement n'a pu encore ouvrir. Cette disposition nous paraît devoir être confirmée localement.

En cohérence avec les dispositions que nous appliquons à l'égard de nos propres agents et au titre des obligations liées à la reprise, il est également indispensable que les modalités d'autorisation spéciale d'absence, notamment pour garde d'enfants, soient identiques entre les agents de l'Etat et ceux des collectivités territoriales. Cette demande de cohérence est indispensable : Elle nous a parfois lourdement manqué au plein cœur de la crise, lorsque la liste des enfants des personnels « prioritaires » ne prenait pas en compte les urgences locales manifeste (pompiers, fonctionnaires territoriaux indispensables pour le ramassage des ordures ménagères, la sécurité, l'ouverture d'écoles et de crèches, personnels des commerces alimentaires etc.) Nous avons ainsi dû nous adapter avec des directives préfectorales différentes d'une académie à l'autre, et ne prenant le plus souvent pas en compte nos demandes.

Nous avons pour notre part fait en sorte, grâce à l'accueil des enfants de nos personnels en écoles ou en crèches, de ne pas être confrontés à des absences qui ne soient pas dues uniquement à la situation de santé et à la vulnérabilité de chacun.

Toujours au titre des « ASA », nous sommes particulièrement inquiets de l'échéance du 25 mai, date à laquelle nous risquons d'avoir un nombre beaucoup plus importants d'enfants, alors même que la

capacité d'autorisation spéciale d'absence du fait de la crise est maintenue jusqu'au 2 juin. Nous risquons donc, tant pour les enseignants que pour nos propres personnels d'avoir de fortes difficultés d'accueil cette semaine-là.

Un autre enseignement de cette reprise est l'absence de cohérence entre le protocole de la DGCS pour le périscolaire et le celui de l'éducation nationale pour les écoles. Cela crée des difficultés pour la composition des groupes, peut entraîner un sur-encadrement ou un refus d'ouverture. Nous souhaitons, là encore, que ces documents, lorsqu'ils sont pris au pied de la lettre, ne renforcent pas le sentiment d'inquiétude des familles ou des personnels et que soit manifestée une plus grande confiance à l'égard des territoires et de leurs élus, qui ont en charge les accueils périscolaires

### Périscolaire et 2S2C

Relativement aux accueils que l'on peut qualifier de « complémentaires » et notamment le périscolaire, nous avons appris avec une grande satisfaction les capacités complémentaires de financement, à hauteur de 250 M€.

La notion de « 2S2C » permet des activités différentes. Pour autant, elles ne constituent pas la seule modalité d'accueil complémentaire à celui effectué au sein des écoles et des classes puisque nous renforçons nos accueils périscolaires. Toutes ces heures d'accueil dans les écoles ou dans des locaux extérieurs sont susceptibles de répondre à d'autres enjeux pour les élèves et permettront ainsi d'accorder une attention plus grande encore aux enfants qualifiés de « décrocheurs ».

Au titre des activités sportives, nous considérons que les conditions d'utilisation des gymnases ne sont pas à privilégier, voire à exclure. En effet, ni les conditions d'hygiène, ni celles des capacités d'encadrement et d'accueil éducatif dans de bonnes conditions des enfants n'y sont satisfaisantes.

Pour les espaces à vocation culturelle, comme d'autres lieux habituellement dédiés aux activités périscolaires ou susceptibles d'en accueillir tels que les équipements de quartiers ou certains locaux confiés à des associations, il est utile de renforcer ces nouvelles conditions d'accueil, pour autant qu'elles répondent aux exigences réglementaires et que les contraintes de transports depuis l'école soient possibles dans de bonnes conditions de sécurité pour les enfants.

Ces activités 2S2C sembleraient devoir s'effectuer avec un encadrement de la part d'enseignants de l'éducation nationale, notamment lorsque vous évoquez que l'accueil en ces « tiers-lieux » pourrait permettre une activité éducative. Ceci nous semble aléatoire, compte tenu de leur mobilisation nécessaire dans les écoles et du nombre d'absences pour motifs de santé.

Dans le cas contraire, les modalités d'encadrement seraient logiquement assurées par les communes ou leurs prestataires. Dans ce contexte, le cadre réglementaire : taux d'encadrement (celui des « 2S2C » est différent des obligations réglementaires pour les accueils périscolaires), validation des conventions, financements ... demandent à être précisés

Ce temps complémentaire à celui de l'école semble ne pas devoir être facturé aux familles. Il a pour autant un coût non négligeable : L'accueil d'un groupe de 15 enfants nécessite un financement à hauteur de 250 euros par groupe. Celui-ci doit nécessairement être pris en charge sur la base des enfants inscrits et non des seuls présents, puisque c'est sur cette référence que nous devons prévoir et payer les adultes encadrants.

Ces accueils dans les locaux éducatifs ou « hors l'école », puisqu'ils permettent de compenser le faible nombre d'enfants par groupe et par écoles, concernent selon nous uniquement les élèves des établissements publics. Il ne nous revient pas, au plan de la responsabilité à assumer et des moyens à mettre en œuvre, de le proposer aux élèves des établissements privés qui disposent de leurs propres structures et de leurs financements, sauf exception locale souhaitée par la commune.

Une convention « 2S2C », ou un projet, est proposée par les inspections aux collectivités. Nous aurions préféré y être associés mais demandons à ce stade que ce cadre puisse évoluer le cas échéant, à la demande des collectivités. Ces conventions pourraient notamment intégrer directement les associations partenaires du dispositif.

Il nous semble donc, à tous égards, indispensable de confier la responsabilité et la coordination de ces accueils périscolaires, en y intégrant les « 2S2C », aux collectivités, selon des modalités de financement que vous saurez nous préciser au regard des éléments rappelés précédemment.

En tout état de cause, rien ne doit pouvoir se faire sans l'accord des élus locaux. Ceux-ci seront, comme d'ordinaire, à l'écoute des demandes et des propositions émanant des inspecteurs.

#### Eté 2020

Le dernier sujet, et non le moindre à nos yeux, consiste à trouver des réponses d'accueil et de séjours pour l'été 2020. Il est probable que la capacité de déplacements internationaux sera très limitée et que de nombreux enfants ou jeunes ne pourront pas partir en vacances. Cette réalité subie aura plus encore d'impacts pour ceux dont les conditions de logement ou les capacités financières sont les plus contraintes.

Au-delà des séjours à vocation éducative que vous avez évoqués mais qui ne sauraient concerner qu'une petite partie des enfants, il est indispensable que nous puissions mettre en œuvre des dispositifs d'accueil, faciliter des séjours en France dont les attraits touristiques sont plus que jamais à valoriser, au titre d'un véritable plan d'urgence « été », en partenariat entre l'Etat et les collectivités et en y associant les organisateurs de séjours, les associations locales ou les fédérations d'éducation populaire. Nous organisons à cette fin une réunion de travail élargie le 9 juin au matin.

Nous vous remercions de nous confirmer cette réalité d'action commune et concertée entre l'Etat et les collectivités, et sommes à votre disposition pour qu'elle soit mise en œuvre nationalement et localement.

Au nom de tous les élus de France urbaine, des membres du RFVE, de nos responsables et agents dédiés à l'éducation, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre respect sincère.

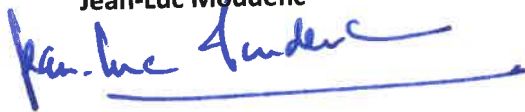
FRANCE URBAINE

**LE PRÉSIDENT**

Maire de Toulouse

Président de Toulouse-Métropole

Jean-Luc Moudenc



RESEAU FRANÇAIS DES

VILLES EDUCATRICES

**LE PRÉSIDENT**

Adjoint au Maire de Villeurbanne

Damien Berthilier

